

## [Text]

have in the federal system at least the same regulations as in the Manitoba system. They also face the problem of training. Many of the reserves are in the north. No corresponding programs for child care have been developed, and they are finding that they are very limited in the type of training available. I assume that the Dene and the Inuit face the same problems.

As I understand it, the federal government intends to provide 200,000 new spaces over the next seven years. According to my research, they have used the current figures for child care cost per space and have added in the cost of living over the next ten years. If that is the formula they used, I do not believe they can develop 200,000 new spaces. Child care is in its infancy and has not plateaued yet. Child care workers receive salaries of \$14,000 per year. As you are probably aware, that is the same amount paid to parking lot attendants and zoo keepers. Salaries will have to go up significantly if we are to recognize child care work as a profession, that trained individuals must provide the care, and that children are valued. This situation is complicated by the fact that most child care workers are women and the income is very low. You have to build in the cost because the program is under funded. I believe the cost over the next seven years will involve more than just the cost of living index. For example, if the salary at the entry level were where it should be, I believe that the government will only be able to create 100,000 new spaces under the program. Base child care statistics over the past seven years indicate that we have already increased by more than 200,000 spaces, just by letting child care evolve naturally. Therefore, I do not think that 200,000 spaces in seven years is much more than what would have happened without a national plan.

We spent about a year conducting a survey in Manitoba to come up with a generic job description of a child care worker. When that was completed, we took the information to our government which has information on equal pay for work of equal value. We also hired a consultant who considered the job of a child care worker and compared it with other professions. This was all in an effort to have an entry level put on a child care worker. Our province came up with a figure of \$22,000 as being the entry level for a child care worker holding a two-year diploma. Of course, the entry level in our province is very much lower than that. In fact, it is from \$9,000 to \$17,000, depending on whether the work is conducted in a rural environment or in Winnipeg.

However, we have a long way to go. We cannot share those figures with our boards right now because there is no way they could pay child care workers what they are worth. We have been using this information as a lobbying tool and, hopefully, it will result in an increase in salaries. However, the system is

## [Traduction]

travaillé ont bien hâte de voir le gouvernement fédéral adopter la même réglementation que le Manitoba. Ils ont par ailleurs un problème de formation. Nombre de réserves se trouvent dans le nord. Aucun programme de formation par correspondance n'a été élaboré dans le domaine de la garde d'enfants et ces gens s'aperçoivent que le type de formation à leur disposition est très limité. J'imagine que les Dénés et les Inuit ont les mêmes difficultés.

Si je comprends bien, le gouvernement fédéral a l'intention d'offrir 200 000 nouvelles places de garderie au cours des sept prochaines années. Selon l'étude que j'ai effectuée, il a utilisé le coût actuel de chaque place de garderie en l'indexant sur le coût de la vie au cours des dix prochaines années. Si c'est la formule qui a été utilisée, je ne pense pas qu'on puisse créer 200 000 places nouvelles. La garde d'enfants en est encore à ses premiers balbutiements et n'a pas encore atteint sa maturité. Les travailleurs des garderies sont payés 14 000 \$ par année. Vous n'ignorez pas que ce que touchent les gardiens de parcs de stationnement ou de zoo. Les salaires devront nettement augmenter si l'on veut que le travail dans une garderie soit considéré comme un véritable métier devant être exercé par de véritables professionnels compte tenu de la valeur accordée à nos enfants. Cette situation se complique du fait que la plupart des travailleurs des garderies sont des femmes dont les revenus sont très faibles. Il faut donc faire un rattrapage car ce secteur manque de crédits. Je considère que le coût au cours des sept prochaines années sera supérieur au coût de la vie. C'est ainsi que si le salaire d'un débutant est fixé au niveau requis, le gouvernement ne pourra pas à mon avis créer plus de 100 000 nouvelles places dans le cadre du programme actuel. Les statistiques recueillies de manière générale sur la garde d'enfants au cours des sept dernières années nous révèlent que nous avons d'ores et déjà progressé de plus de 200 000 places en laissant tout simplement évoluer normalement le secteur. En conséquence, je ne pense pas que la création de 200 000 places sur sept ans nous apporte bien plus que ce que nous aurions de façon obtenue en l'absence d'un plan national.

Nous avons consacré un an au Manitoba à une enquête visant à faire la description générale des tâches d'un travailleur de garderie. Cette opération une fois terminée, nous avons transmis les résultats à notre gouvernement, qui est informé des questions de salaire égal pour un travail d'égale valeur. Nous avons engagé un consultant qui a pris en considération les tâches d'un travailleur de garderie et les a rapprochées de celles des autres professions. Cette démarche visait à établir un salaire de départ pour un travailleur de garderie. Notre province a fixé alors à 22 000 \$ le salaire de départ d'un travailleur de garderie titulaire d'un diplôme obtenu sur deux ans. Bien entendu, le salaire de départ dans notre province est bien inférieur à ce chiffre. Il se situe en fait entre 9 000 \$ et 17 000 \$ selon que le travail est effectué en milieu rural ou à Winnipeg.

Il nous reste cependant beaucoup de chemin à faire. Nous ne pouvons soumettre ces chiffres à nos conseils scolaires à l'heure actuelle parce qu'ils n'ont absolument pas les moyens de verser aux travailleurs des garderies les salaires que ces derniers méritent. Nous nous sommes servi de ce chiffre en tant qu'outil de pression et nous espérons qu'il contribuera à faire augmen-